

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1982

[C — 27333]

30 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, en vue de la subsidiation des plans communaux généraux d'égouttage

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis du Ministre de l'Exécutif régional wallon ayant le budget dans ses compétences;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Attendu que les communes doivent, d'une part, prendre leurs dispositions pour inscrire cet investissement dans le programme triennal 92-04, soumettre ce dernier à approbation dès septembre 1991 et, d'autre part, faire procéder à l'étude du dossier de projet du plan communal général d'égouttage, l'introduire ultérieurement auprès de l'administration et demander l'octroi des subsides;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est complété comme suit :

« j) l'établissement des plans communaux généraux d'égouttage et la mise à jour du plan communal général d'égouttage lorsque celle-ci est rendue nécessaire par la réalisation d'égouts subventionnés par la Région wallonne. »

Art. 2. L'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« Les projets d'investissements, à l'exception de ceux visés à l'article 2, i, introduits pour l'obtention de subventions doivent comprendre la copie certifiée conforme des documents suivants :

1° la délibération par laquelle le maître d'ouvrage approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;

2° le cahier spécial des charges conforme au cahier des charges-type de la Région wallonne et les plans d'exécution;

3° le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;

4° une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;

5° la convention conclue entre le demandeur et l'auteur de projet;

6° l'attestation établissant que le demandeur dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;

7° en cas d'acquisition de biens immobiliers, un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou le Receveur de l'Enregistrement, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

8° le cas échéant, les permis requis par l'arrêté du 14 mai 1984 de l'Exécutif régional wallon, portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire et applicables à la Région wallonne et par le titre 1er de l'arrêté du Régent du 11 février 1948 relatif au régime des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes;

9° la copie du transmis à la société de distribution d'eau concernée du programme triennal approuvé, dans le cas où le demandeur est une commune ou une province. »

Art. 3. La dernière phase de l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est remplacée par la disposition qui suit :

« Ne sont pas subventionnés, les frais d'étude et les frais généraux exposés par le maître d'ouvrage à l'exception des frais d'étude relatifs à l'établissement des plans communaux généraux d'égouttage. »

Art. 4. L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est complété comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, pour les investissements repris à l'article 2, i, visant les plans communaux généraux d'égouttage et leur mise à jour, la subvention est calculée selon la formule suivante :

$$M = a + b.S + c.H$$

dans laquelle :

S = superficie de la commune, exprimée en km²

H = nombre d'habitants de la commune concernée

M = subvention exprimée en francs belges, arrondie au millier de francs inférieur

a = 450 000 francs

b = 8 250 francs/km²

c = 52 francs/habitant. »

Art. 5. L'article 8 de l'arrêté du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Pour les investissements visés à l'article 2, a à h :

Le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend une copie certifiée conforme des documents suivants :

- 1° la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage arrête la date d'ouverture des soumissions et, le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
- 2° le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- 3° les soumissions déposées;
- 4° le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;
- 5° la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire. »

§ 2. Par dérogation au § 1er, en ce qui concerne les investissements visés à l'article 2, i, le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend :

- 1° la délibération par laquelle le maître d'ouvrage confie, par un marché de gré à gré, l'étude de l'établissement du plan communal général d'égouttage;
- 2° la délibération motivée par laquelle le Ministre de l'Eau approuve le plan communal général d'égouttage de la commune concernée ou sa mise à jour.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 mai 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1992

30. MAI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, zwecks Bezuschussung der allgemeinen Kanalisationspläne der Gemeinden

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 38;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung der Subventionen;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Gemeinden einerseits ihre Vorkehrungen zur Eintragung dieser Investition in den Dreijahresplan 92-94 treffen, diesen Plan ab September 1991 zur Genehmigung vorlegen und andererseits die Bearbeitung der Akte zum Entwurf des allgemeinen Kanalisationsplans der Gemeinde vornehmen lassen, diesen hernach bei der Verwaltung einreichen und die Gewährung der Subsidien beantragen müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Artikel 2 des Erlasses vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird wie folgt ergänzt :

« j) die Erstellung der allgemeinen Kanalisationspläne der Gemeinden und die Fortschreibung des allgemeinen Kanalisationsplans der Gemeinde, wenn dies aufgrund der Durchführung von durch die Wallonische Region subventionierten Kanalisationsarbeiten erforderlich wird. »

Art. 2. Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Die zur Erlangung von Subventionen eingereichten Projekte zu Investitionen, mit Ausnahme der in Artikel 2, Lit. j, erwähnten Investitionen, müssen die beglaubigte Abschrift folgender Dokumente umfassen :

1° des Beschlusses, mit dem der Bauherr den Entwurf genehmigt und die Art der Vergabe des Auftrags wählt, deren Bedingungen bestimmt und die Subventionen beantragt;

2° des Sonderlastenheftes, das mit dem Musterlastenheft der Wallonischen Region übereinstimmt, und der Ausführungspläne;

3° des Voranschlages der Kosten der Arbeiten, gegebenenfalls mit den Kosten der vorherigen Versuche;

4° der Erläuterungen zum Modus der Bestimmung der Preise je Einheit;

5° des Abkommens zwischen dem Antragsteller und dem Urheber des Projektes;

6° der Bescheinigung, in der nachgewiesen wird, daß der Antragsteller über alle Grundstücke verfügt, die zur Ausführung der Arbeiten erforderlich sind;

7° im Falle eines Erwerbs von unbeweglichen Gütern, eines Auszugs aus dem Katasterplan und der durch das Immobilienerwerbskomitee oder durch den Einnehmer der Registrierung erstellten Schätzungen ihres Wertes, wobei zwischen dem Wert des Gebäudes und dem des Grundstücks unterschieden wird;

8° gegebenenfalls, der Genehmigungen, die durch den auf die Wallonische Region anwendbaren Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1984 zwecks Kodifizierung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich des Städtebaus und der Raumordnung und durch Titel I des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 über die Regelung bezüglich der Betriebe, die als gefährlich, gesundheitsschädlich und lästig eingestuft sind, verlangt werden;

9° der Kopie des Begleitschreibens für die Übermittlung des genehmigten Dreijahresplans an die betreffende Wasserversorgungsgesellschaft, wenn der Antragsteller eine Gemeinde oder eine Provinz ist. »

Art. 3. Der letzte Satz von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Mit Ausnahme der Kosten für die Studie bezüglich der Erstellung der allgemeinen Kanalisationspläne der Gemeinden werden die vom Bauherrn ausgelegten Studien- und Gemeinkosten nicht subventioniert. »

Art. 4. Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird wie folgt ergänzt :

« In Abweichung von den Absätzen 1 und 2 wird die Subvention für die in Artikel 2, Lit. *i*, aufgeführten Investitionen in bezug auf die allgemeinen Kanalisationspläne der Gemeinden und ihre Fortschreibung nach folgender Formel berechnet :

$$M = a + b.S + c.H$$

wobei :

S = in km² ausgedrückte Fläche der Gemeinde

H = Anzahl Einwohner der betreffenden Gemeinde

M = in Belgischen Franken ausgedrückte und auf die unteren Tausend Franken abgerundete Subvention

a = 450 000 Franken

b = 8 250 Franken/km²

c = 52 Franken/Einwohner. »

Art. 5. Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. Für die in Artikel 2, Lit. *a* bis *h*, erwähnten Investitionen :

umfaßt die vollständige Akte bezüglich der Vergabe des Auftrags eine beglaubigte Abschrift folgender Dokumente :

1° des Beschlusses, mit dem der Bauherr den Tag der Submissionseröffnung und gegebenenfalls die Liste der heranzuziehenden Unternehmen bestimmt;

2° des Protokolls der Submissionseröffnung;

3° der abgegebenen Angebote;

4° des vom Urheber des Projektes erstellten Bericht über die Vergabe des Auftrags;

5° des mit Gründen versehenen Beschlusses, mit dem der Bauherr den Auftragnehmer bestimmt. »

§ 2. Was die in Artikel 2, Lit. *i*, erwähnten Investitionen betrifft, umfaßt die vollständige Akte bezüglich der Vergabe des Auftrags in Abweichung von § 1 folgende Dokumente :

1° den Beschluß, mit dem der Bauherr die Studie bezüglich der Erstellung des allgemeinen Kanalisationsplans der Gemeinde freihändig vergibt;

2° den mit Gründen versehenen Beschluß, mit dem der Minister des Wassers den allgemeinen Kanalisationsplan der betreffenden Gemeinde bzw. seine Fortschreibung genehmigt.

Art. 6. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namür, 30. Mai 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschaften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1962

30 MEI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut met het oog op de subsidiëring van de algemene gemeentelijke rioleringsplannen

—
De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van subsidies;

Gelet op het advies van de Minister van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de gemeenten, enerzijds, maatregelen moeten nemen om die investering in het driejarenprogramma 92-94 op te nemen en het vanaf september 1991 ter goedkeuring voor te leggen en, anderzijds, moeten overgaan tot het onderzoek van het dossier betreffende het ontwerp van het algemeen gemeentelijk rioleringsplan alvorens het bij het Bestuur in te dienen en de toekenning van subsidies aan te vragen;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut wordt aangevuld als volgt :

« i) het opmaken van de algemene gemeentelijke rioleringsplannen en het bijhouden van het algemeen gemeentelijk rioleringsplan wanneer het vereist wordt ten gevolge van de uitvoering van door het Waalse Gewest gesubsidieerde rioleringswerken. »

Art. 2. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut wordt vervangen door volgende bepaling :

« De investeringsontwerpen, behalve die bedoeld in artikel 2, i, ingediend met het oog op het verkrijgen van subsidies moeten een voor eensluidend verklaarde afschrift van de volgende documenten bevatten :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever het ontwerp aanneemt en de gunningswijze van de opdracht kiest, de voorwaarden ervan vaststelt en de subsidies aanvraagt;

2° het bijzonder bestek dat met het type-bestek van het Waalse Gewest overeenstemt en de uitvoeringsplannen;

3° een kostensaming van de werken die eventueel de kosten van de voorafgaande proeven omvat;

4° een verklarende nota over de wijze waarop de eenheidsprijzen worden vastgesteld;

5° de overeenkomst gesloten tussen de aanvrager en de ontwerper;

6° het getuigschrift waarbij wordt bewezen dat de aanvrager beschikt over alle voor de uitvoering van de werken vereiste terreinen;

7° in geval van aankoop van gebouwen, een uittreksel van het kadastraal plan en een raming van hun waarde opgemaakt door het Comité voor de Aankoop van Gebouwen of de door de Ontvanger van de Registratie, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten van het gebouw en de kosten van het terrein;

8° zolang de vergunningen vereist door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1984 (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw) houdende codificatie van wettelijke en reglementaire bepalingen inzake ruimtelijke ordening en stedebouw en die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en door titel I van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 betreffende het stelsel van gevaarlijke, ongezone en hinderlijke inrichtingen;

9° wanneer de aanvrager een gemeente of een provincie is, het afschrift van het naar de betrokken maatschappij voor watervoorziening gezonden ontwerp van het goedgekeurd driejarenprogramma. »

Art. 3. De laatste zin van artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut toegekende subsidies wordt vervangen door volgende bepaling :

« Worden niet gesubsidieerd, de door de opdrachtgever gedragen studie- en algemene kosten, met uitzondering van de studiekosten betreffende het opmaken van de algemene gemeentelijke rioleringsplannen. »

Art. 4. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut toegekende subsidies wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van de alinea 1 en 2 wordt, voor de investeringen bedoeld in artikel 2, i, betreffende de algemene gemeentelijke rioleringsplannen en hun bijhouden, de subsidie berekend overeenkomstig volgende formule :

$$M = a + b.S + c.H$$

waarin :

S = de in km² uitgedrukte oppervlakte van de gemeente

H = het aantal inwoners van de betrokken gemeente

M = de subsidie uitgedrukt in Belgische frank, naar beneden op duizend afgerond

a = 450 000 frank

b = 8 250 frank/km²

c = 52 frank/inwoner. »

Art. 5. Artikel 8 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut toegekende subsidies, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Voor de in artikel 2, a tot h, bedoelde investeringen :

bevat het volledig dossier betreffende de gunning van de opdracht een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de openingsdatum van de inschrijvingen bepaalt en, eventueel, de lijst van de te raadplegen ondernemingen;

2° het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;

3° de ingediende inschrijvingen;

4° het verslag over de gunning van de opdracht opgemaakt door de ontwerper;

5° de gemotiveerde beslissing waarbij de opdrachtgever de aannemer aanduidt. »

§ 2. In afwijking van § 1 omvat het volledig dossier aangaande de gunning van de opdracht, wat de in artikel 2, i, bedoelde investeringen betreft :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de studie omtrent het opmaken van het algemeen gemeentelijk rioleringsplan via een onderhandse opdracht toevertrouwt;

2^o de gemotiveerde beslissing waarbij de Minister van Water het algemeen gemeentelijk rioleringsplan van de betrokken gemeente of het bijhouden ervan goedkeurt.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 30 mei 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Secrétariat permanent de recrutement. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 10 septembre 1990, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1991, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Chapelle, R., directeur général du Secrétariat permanent de recrutement.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite. Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Secrétariat permanent de recrutement. — Promotion

Par arrêté royal du 19 mars 1991, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1991, M. Parmentier, G., conseiller au Secrétariat permanent de recrutement, est promu, par avancement de grade, premier conseiller à la même administration (cadre linguistique français).

Secrétariat permanent de recrutement. — Nomination

Par arrêté royal du 19 avril 1991, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1991, M. De Weirdt, W., stagiaire du niveau 1, est nommé à titre définitif en qualité de conseiller de sélection en chef au Secrétariat permanent de recrutement (cadre linguistique néerlandais).

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Vast wervingssecretariaat. — Inruststelling

Bij koninklijk besluit van 10 september 1990, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1991, wordt eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Chapelle, R., directeur-generaal van het Vast wervingssecretariaat.

Het is de betrokkene vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden. Hij wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Vast wervingssecretariaat. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 19 maart 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1991, wordt de heer Parmentier, G., adviseur bij het Vast wervingssecretariaat, bevorderd, door verhoging in graad, tot eerste adviseur bij hetzelfde bestuur (Frans taalkader).

Vast wervingssecretariaat. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 19 april 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1991, wordt de heer De Weirdt, W., stagiair van niveau 1 in vast verband benoemd in de hoedanigheid van hoofdselectieadviseur bij het Vast wervingssecretariaat (Nederlands taalkader).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

23 AVRIL 1991. — Arrêté ministériel portant agrément d'un organisme pour le contrôle annuel des installations électriques des appareils médicaux à rayons X

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Vu le règlement générale pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment les articles 261 à 263 et 829 à 829decies;

Vu le règlement général sur les installations électriques, rendu obligatoire par les arrêtés royaux des 10 mars 1981 et 2 septembre 1981, notamment les articles 270 à 273 et 275;

Vu la demande par laquelle l'association sans but lucratif « Radio-protection », ayant son siège à 1160 Bruxelles, rue Ch. Lemaire 1, sollicite son agrément pour le contrôle annuel des installations électriques des appareils médicaux à rayons x;

Vu l'avis de l'Administration de la sécurité du travail;

Vu l'avis de l'Administration des mines;

Vu l'avis de l'Administration de l'énergie;

Considérant que l'effet de l'agrément doit être limité au point de vue de la durée de validité;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

23 APRIL 1991. — Ministerieel besluit tot erkenning van een organisme voor de jaarlijkse controle van de elektrische installaties van de medische X-stralentoestellen

De Staatssecretaris voor Energie,

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op de artikelen 261 tot 263 en 829 tot 829decies;

Gelet op het algemeen reglement op de elektrische installaties, bindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1981 en 2 september 1981, inzonderheid op de artikelen 270 tot 273 en 275;

Gelet op de aanvraag waarbij de vereniging zonder winstoogmerk « Controle-Stralingsbescherming », gevestigd Ch. Lemairestraat 1, te 1160 Brussel, verzoekt om erkend te worden voor de jaarlijkse controle van de elektrische installaties van de medische X-stralentoestellen;

Gelet op het advies van Administratie van de arbeidsveiligheid;

Gelet op het advies van de Administratie van het mijnwezen;

Gelet op het advies van de Administratie voor energie;

Overwegende dat de uitwerking van de erkenning moet worden beperkt wat de geldigheidsduur betreft;